

ArcelorMittal : «Il est urgent d'attendre» dit Force Ouvrière

27 septembre 2012 à 09:41 (Mis à jour: 10:02)



Des employés de l'aciérie ArcelorMittal le 11 avril 2012 à Florange. (Photo Jean-Christophe Verhaegen. AFP)

RÉACTIONS L'un des principaux responsables syndicaux de l'usine de Florange s'est dit «surpris» par les annonces de «Libération», alors que rien de filtre du cabinet de Montebourg. La droite aussi a réagi.

L'un des principaux responsables syndicaux de l'usine ArcelorMittal de Florange (Moselle), **Walter Broccoli (FO)**, s'est dit «surpris» jeudi par les annonces du quotidien *Libération*, qui affirme que l'aciériste a confirmé au gouvernement la fermeture définitive des deux hauts-fourneaux en Lorraine.

«**Il est urgent d'attendre et d'écouter ce qu'a à nous dire Arnaud Montebourg**», a déclaré à l'AFP Walter Broccoli, alors que le ministre du Redressement productif est attendu jeudi après-midi sur place.

Selon le journal, qui ne cite pas de source, le groupe sidérurgique installé à Luxembourg a confirmé au gouvernement sa décision de fermer définitivement les deux hauts-fourneaux P3 et P6, comme le redoutent les syndicats alors qu'un comité central d'entreprise (CCE) sur l'avenir du site a lieu lundi. Ces hauts-fourneaux, à l'arrêt depuis juin et octobre 2011, emploient 550 des 2 800 employés du site lorrain.

Mais, toujours selon *Libération*, «le gouvernement est, depuis trois semaines, en négociations avancées pour obtenir de Mittal qu'il accepte de céder la "filière chaude" (hauts-fourneaux et aciérie) pour l'euro symbolique».

«Nous, on souhaitait que tout le site intégré soit repris», a indiqué Walter Broccoli. «Aujourd'hui, on se retrouve avec une annonce dans un journal, alors qu'hier encore, rien ne filtrait du cabinet du ministre : on est surpris», a-t-il poursuivi.

«Il faut attendre de voir ce que monsieur Montebourg propose. L'objectif, c'est de voir couler l'acier en Lorraine, mais il faut voir dans quelles conditions: comment vont-être traités les salariés, avec quelles stratégies, et quelle somme l'Etat est-il prêt à mettre?», a-t-il interrogé.

Quant à **Jacques Minet, responsable CFDT**, il affirme : «Je ne sais pas où "Libération" a eu son info. Mais ça fait un an que nous disons que les hauts-fourneaux risquent de fermer, et personne ne nous croyait. **On n'est pas vraiment surpris mais il faut voir si Arnaud Montebourg confirme ou infirme**». «Tant que la nouvelle n'est pas tombée, on est encore dans l'espoir», a-t-il ajouté.



De son côté, **Jean-François Copé** (photo AFP), secrétaire général de l'UMP, interrogé sur les perspectives d'arrêt définitif des hauts fourneaux de Florange, a assuré jeudi qu'une «**entreprise ne ferme pas par plaisir**», incitant à mettre «la compétitivité au cœur de tout».

Sur Europe 1, le député-maire de Meaux s'est dit «solidaire des salariés oui évidemment, parce que c'est une situation extrêmement angoissante pour chacun d'entre eux». «En même temps, une entreprise ne ferme pas par plaisir. Ce qui est capital, c'est qu'on mette plus que jamais sur la table, comme nous l'avions fait d'ailleurs, la compétitivité de nos entreprises au cœur de tous les grands sujets».

«Je note que la décision de Mittal arrive après que François Hollande a retaxé les heures supplémentaires et supprimé la fiscalité anti-délocalisation qu'on avait mise en place», a argumenté l'ancien ministre du Budget.

Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg (photo AFP) se rend ce jeudi à Florange (Moselle) à la demande des salariés de l'aciérie ArcelorMittal inquiets pour l'avenir des deux hauts fourneaux du site dont l'arrêt définitif pourrait être annoncé lundi par la direction.

(AFP)

